

Évolution globale en métropole

Les finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2007

L'exercice 2007 se caractérise par une poursuite de la croissance des dépenses totales : + 4,9 % en euros courants résultant de l'effet conjugué **de la croissance des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement : respectivement + 3,0 % et + 7,8 % par rapport à 2006.**

L'équipement brut augmente de façon dynamique (+ 10,0 %), illustrant ainsi l'influence du cycle électoral sur les dépenses d'investissement des communes. Cette croissance est aussi due à la mise en application de normes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement, ainsi qu'à l'effet de la hausse des prix dans le bâtiment et les travaux publics.

Le développement de l'intercommunalité (plus de 9 communes de moins de 10 000 habitants sur 10 appartiennent à un groupement à fiscalité propre) a profondément modifié le paysage local depuis 2000. Il tend à ralentir vu la couverture du territoire déjà atteinte en 2006. Le nombre de communes ayant adhéré à un groupement à fiscalité propre a augmenté de 1,5 % (contre 1,9 % en 2006). Le transfert de compétences des communes vers ces groupements s'accompagne parallèlement de transferts de charges et de ressources mais ces mouvements sont moins marqués en 2007.

Poursuite de la croissance des dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement qui représentent 60 % des dépenses réelles totales augmentent de 3,0 % par rapport à 2006. Cette augmentation est due à la croissance simultanée des charges à caractère général (+ 1,5 %) et des dépenses de personnel (+ 3,6 %) qui représentent respectivement 30 % et 46 % des dépenses de fonctionnement.

D'autre part, **les charges d'intérêts augmentent de 2,9 %** confirmant ainsi la tendance à la hausse amorcée en 2006 après la baisse enregistrée depuis plusieurs exercices.

Poursuite de la croissance des recettes de fonctionnement

La progression des recettes réelles de fonctionnement (+ 2,9 %) s'explique par l'augmentation des impôts et taxes (+ 3,0 %) dont une croissance de 3,7 % du produit voté des 4 taxes directes locales. Cependant, **l'analyse des impôts directs** est affectée par le développement de l'intercommunalité et spécialement des groupements à TPU : ceux-ci perçoivent la totalité de la taxe professionnelle et reversent à la commune une dotation de compensation et une dotation de solidarité. Si l'on tient compte des reversements de fiscalité des groupements, le produit des 4 taxes augmente de 3,7 %.

Le poste des dotations et participations enregistre une croissance moins forte en 2007 (+ 1,1 % contre 3,4 % en 2006). Ce poste inclut la DGF qui progresse de 1,7 % par rapport à 2006. Rappelons que ce poste avait connu de fortes variations en 2004 suite à **la réforme de l'architecture des concours financiers de l'État** qui intègre dans la DGF les compensations de fiscalité versées par l'État.

Un niveau d'épargne important

La progression des recettes de fonctionnement face à celle des dépenses de fonctionnement permet aux communes de moins de 10 000 habitants de continuer à augmenter leur niveau d'épargne brute (+ 2,4 %) qui correspond au solde de la section de fonctionnement. Cette nouvelle évolution confirme le cycle d'amélioration du niveau d'épargne et de l'autofinancement. Le niveau atteint par l'épargne brute est largement suffisant pour financer les remboursements de dette qui diminuent de 1,7 % par rapport à 2006.

Une progression dynamique de l'investissement direct en 2007

La forte croissance des dépenses d'équipement brut des communes de moins de 10 000 habitants confirme la tendance classique du cycle électoral : 2007 est à un an des échéances municipales. Les équipes en place accentuent leurs efforts afin de boucler leurs programmes. Cette progression s'inscrit dans un contexte d'augmentation pour l'ensemble des collectivités (régions, départements et groupements). Elle résulte aussi de la mise en application des normes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement.

Poursuite du recours à l'emprunt pour financer les investissements

Malgré la progression du niveau d'épargne, le recours à l'emprunt pour financer les dépenses d'équipement brut se poursuit. Le montant des emprunts est supérieur à celui des remboursements de dette, ce qui contribue à l'augmentation de l'encours de dette au 31 décembre (+ 4,1 %). Cependant, le poids relatif de la dette par rapport aux recettes de fonctionnement reste stable.

Les petites communes conservent en moyenne une marge de trésorerie importante. En 2007, la variation du fonds de roulement, résultat de la différence entre les recettes totales et les dépenses totales est positive.

Evolution des budgets des communes de moins de 10 000 habitants (métropole)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007
	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ constants*
Dépenses réelles totales	+ 2,3%	+ 1,8%	+ 3,4%	+ 3,6%	+ 3,7%	+ 2,8%	+ 5,0%	+ 2,4%
Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette	+ 2,3%	+ 1,7%	+ 3,2%	+ 3,6%	+ 3,7%	+ 2,5%	+ 4,9%	+ 2,4%
Dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie) (I)	+ 2,3%	+ 5,6%	- 0,2%	+ 1,7%	+ 3,4%	+ 3,3%	+ 3,0%	+ 0,5%
Charges de personnel	+ 4,3%	+ 6,9%	+ 2,5%	+ 2,7%	+ 3,4%	+ 3,2%	+ 3,6%	+ 1,0%
Charges d'intérêts (IV)	+ 0,4%	- 6,8%	- 14,3%	- 16,1%	- 5,2%	+ 2,3%	+ 2,9%	+ 0,4%
Recettes réelles de fonctionnement (II)	+ 1,6%	+ 3,6%	+ 2,2%	+ 2,6%	+ 3,7%	+ 3,3%	+ 2,9%	+ 0,4%
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	+ 1,1%	+ 3,1%	+ 0,9%	+ 21,1%	+ 3,6%	+ 1,8%	+ 1,7%	- 0,8%
Produit des 4 taxes	- 1,7%	- 0,7%	+ 1,2%	+ 3,1%	+ 3,1%	+ 2,8%	+ 3,7%	+ 1,1%
Produit des 4 taxes (1)	n.d.	+ 9,9%	+ 9,7%	+ 5,1%	+ 3,9%	+ 3,1%	+ 3,7%	+ 1,1%
Épargne de gestion (III)=(II)-(I)	- 0,5%	- 4,2%	+ 6,7%	+ 2,3%	+ 3,5%	+ 3,2%	+ 2,6%	+ 0,1%
Épargne brute (V)=(III)-(IV)	- 0,7%	- 3,6%	+ 11,7%	+ 5,9%	+ 4,8%	+ 3,3%	+ 2,4%	- 0,1%
Épargne nette = (V)-(VI)	- 2,2%	- 7,8%	+ 25,2%	+ 12,0%	+ 8,2%	+ 12,5%	+ 5,3%	+ 2,7%
Dépenses réelles d'investissement (y c. travaux en régie)	+ 4,0%	- 2,5%	+ 9,6%	+ 6,4%	+ 4,2%	+ 2,0%	+ 8,0%	+ 5,4%
Dépenses d'investissement hors gestion active de la dette	+ 3,7%	- 3,0%	+ 9,3%	+ 6,5%	+ 4,1%	+ 1,2%	+ 7,8%	+ 5,2%
Remboursements de dette	+ 0,7%	- 0,1%	+ 2,6%	- 0,2%	+ 1,5%	- 4,0%	- 0,1%	- 2,6%
Remboursements de dette hors gestion active de la dette (VI)	+ 1,1%	- 0,7%	+ 1,0%	- 0,3%	+ 0,9%	- 7,8%	- 1,7%	- 4,1%
Dépenses d'équipement brut	+ 1,5%	- 6,4%	+ 10,1%	+ 8,3%	+ 5,4%	+ 5,0%	+ 10,0%	+ 7,4%
Emprunts réalisés	- 8,0%	+ 1,0%	+ 13,9%	+ 4,3%	+ 6,4%	+ 6,0%	+ 6,8%	+ 4,2%
Emprunts réalisés hors gestion active de la dette	- 7,8%	+ 0,4%	+ 12,5%	+ 4,3%	+ 6,0%	+ 3,1%	+ 6,1%	+ 3,5%
Encours de la dette au 31/12	- 0,0%	- 0,4%	+ 1,2%	+ 1,8%	+ 2,5%	+ 2,9%	+ 4,1%	+ 1,6%
Annuité de la dette	+ 0,8%	- 1,9%	- 2,2%	- 4,4%	- 0,0%	- 2,4%	+ 0,8%	- 1,7%
Annuité de la dette hors gestion active de la dette	+ 1,0%	- 2,4%	- 3,4%	- 4,6%	- 0,4%	- 5,3%	- 0,4%	- 2,8%

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion fournis par la DGFIP.

(1) y compris les reversements de fiscalité des groupements à TPU

*taux déflatés par l'indice de prix du PIB (source : INSEE « Comptes nationaux annuels » mise à jour du 15/05/2009).

N.B. : les évolutions sont calculées à champ constant (i. e. sur les communes présentes les années n et n-1).

Volume des dépenses et recettes en 2007 (métropole)

<i>En millions d'euros</i>						
Exercice 2007	Moins de	De 500	De 2 000	De 3 500	De 5 000	Ensemble
Communes de moins de 10 000 habitants	500	à moins de	à moins de	à moins de	à moins de	
Métropole	habitants	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	
Dépenses réelles totales*	4 654	10 950	6 171	4 389	9 689	35 853
Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie	2 528	6 116	3 619	2 719	6 270	21 249
Dépenses réelles d'investissement y c. travaux en régie*	2 126	4 834	2 552	1 670	3 419	14 602
Dépenses de gestion hors travaux en régie** (1)	2 439	5 844	3 456	2 597	6 006	20 339
Charges à caractère général	808	1 897	1 107	787	1 732	6 330
Charges de personnel	869	2 634	1 727	1 369	3 331	9 930
Autres charges de gestion courante	707	1 217	591	415	891	3 820
Autres dépenses de gestion	61	123	54	50	104	392
(-travaux en régie)	-7	-27	-23	-23	-51	-132
Recettes réelles de fonctionnement (2)	3 518	8 199	4 725	3 427	7 736	27 606
Impôts et taxes	1 343	3 848	2 509	1 909	4 465	14 074
dont produit 4 taxes (voté)	1 006	2 866	1 782	1 275	2 853	9 782
Dotations et participations	1 366	2 792	1 471	1 022	2 194	8 846
dont DGF versée	917	2 029	1 086	733	1 556	6 321
Ventes de produits, prestations de service	256	483	264	197	439	1 638
Autres recettes réelles de fonctionnement	552	1 076	482	300	638	3 048
<i>Produit des 4 taxes et reversements de fiscalité</i>	1 077	3 368	2 230	1 692	3 898	12 264
Soldes intermédiaires de gestion						
Épargne de gestion (3) = (2)-(1)	1 079	2 356	1 270	830	1 730	7 267
Charges d'intérêts (4)	89	272	163	122	264	911
Épargne brute (5) = (3)-(4)	990	2 083	1 106	708	1 467	6 357
Remboursements de dette* (6)	287	768	441	306	656	2 458
Épargne nette = (5)-(6)	703	1 315	665	402	810	3 898
Dépenses d'équipement brut	1 761	3 908	2 021	1 322	2 660	11 672
Recettes réelles d'investissement*	1 235	2 812	1 428	960	1 915	8 350
Dotations et subventions d'investissement	767	1 497	721	454	858	4 297
Emprunts*	374	1 120	610	425	928	3 458
Autres recettes réelles d'investissement	93	195	97	80	129	595
Encours de dette au 31/12/2007	2 174	6 569	3 931	2 908	6 341	21 923
Annuité de la dette*	376	1 041	604	428	920	3 369

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion 2007 fournis par la DGFIP.

* Hors gestion active de la dette

** Dépenses réelles de fonctionnement desquelles on retranche le montant des travaux en régie (R72) et celui des intérêts.